

DIX ans après la rupture de Moscou avec Belgrade, le 7^e Congrès du P.C. yougoslave a marqué une nouvelle tension dans les rapports de ce parti avec le Kremlin et les directions des Partis Communistes qui sont inféodés à celui-ci.

La réconciliation avec la Yougoslavie entreprise par Khrouchtchev en 1954 n'a jamais été totale car les intérêts du Kremlin ne peuvent pas coïncider avec ceux que représente la direction du P.C. yougoslave.

Plusieurs crises mineures ont marqué cette réconciliation, plus particulièrement à la suite des événements de Pologne et de Hongrie à la fin de 1956, et également lors du limogeage de Joukov et de la reconversion de type néo-stalinien de Khrouchtchev qui suivit cette victoire.

Mais c'est incontestablement la publication du projet de programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie qui a porté la crise larvée à un nouveau paroxysme.

Car, face aux tentatives de Khrouchtchev de réunifier les Démocraties populaires et les Partis Communistes sur une ligne d'un néo-conformisme d'essence stalinienne « sous la direction de l'Union soviétique », c'est-à-dire du Kremlin, le projet de programme des Yougoslaves codifié et cristallise le centrisme particulier que représente au sein du mouvement communiste international « l'hérésie » yougoslave.

Par conséquent tous les efforts de Khrouchtchev pour venir à bout des résistances yougoslaves et cimenter ainsi un bloc monolithique, sur lequel il régnerait sans conteste, ont échoué, et ce pour toute une période. C'est là un échec grave pour sa direction, la lutte entre les différentes fractions de la bureaucratie soviétique étant loin d'être terminée. D'où également l'importance du 7^e Congrès de la Ligue des Communistes yougoslaves quant à l'évolution de la crise du stalinisme.

Les divergences avec le Kremlin.

On a eu un premier écho de la nouvelle tension montante entre le Kremlin et Belgrade quand le « *Kommunist* », organe théorique du P.C. de l'U.R.S.S., a publié une violente critique du projet de programme des Yougoslaves, et que ceux-ci le même jour (18 avril 1958) ont publié dans leur propre organe, du même nom, un certain nombre d'amendements essentiellement destinés à infléchir certaines formules du texte initial dans un sens plus acceptable au Kremlin. Le reproche majeur de l'organe du Kremlin portait sur le fait que le projet initial des Yougoslaves attribuait « la tension internationale actuelle à l'existence de deux blocs militaires, au lieu d'en voir l'origine dans la politique agressive des Etats impérialistes ». La politique « de paix » des pays « socialistes » était ainsi mise sur « le même niveau » que la politique agressive « des cercles dirigeants des pays impérialistes ». « Sous le drapeau de la critique des blocs », le programme des Yougoslaves critiquait en réalité « l'unité des Partis Communistes et du camp socialiste ».

Comme nous n'avons pas encore eu et par suite pas étudié le texte complet de ce programme, nous ne pouvons pas nous prononcer en tenant compte de toutes les nuances de ce texte. Mais il est certain que le programme des Yougoslaves parle des deux blocs « militaires-économiques » « antagonistes » et d'une politique de leur part basée souvent « sur des positions de force et de lutte pour l'hégémonie ».

L'explication de la « guerre froide » donnée par les Yougoslaves n'est pas de nature à satisfaire le

Kremlin. Le projet n'évite pas de mentionner qu'une des causes de la tension internationale provient de la « manière dont certains problèmes furent résolus durant et après la deuxième guerre mondiale », faisant clairement allusion aux partages des pays, aux transferts de populations, aux sphères d'influence, établis entre le Kremlin et les pays impérialistes.

Aucun marxiste révolutionnaire ne saurait nier que cette procédure également employée par le Kremlin n'a pas contribué à gagner les masses à la révolution et au socialisme, et qu'elle facilita au contraire les plans de guerre de l'impérialisme.

L'assertion du programme concernant la politique de Staline envers les autres Etats ouvriers, et plus particulièrement envers la Yougoslavie, politique

LE P. C. YOUGOSLAVE ET

par Jean-Paul MARTIN

« d'hégémonie » et de « pressions » et de « menaces », comme n'a pas manqué de le répéter Tito dans son discours inaugural au 7^e Congrès, est également justifiée. Le souci des Yougoslaves de ne pas s'embrigader dans le bloc d'Etats et de Partis que « l'U.R.S.S. » — à savoir le Kremlin — veut diriger est parfaitement compréhensible et légitime quand on sait de quels intérêts précis le Kremlin est le représentant, et de quelle manière le Kremlin entend « diriger ».

Le Kremlin n'est que la direction politique de la bureaucratie soviétique. Se laisser diriger par lui en tant qu'élément d'un « bloc monolithique », cela veut dire par exemple se laisser entraîner dans la répression de la révolution hongroise, et dans sa justification.

Cet exemple n'a pas été pris du reste au hasard. Les Yougoslaves ont été malgré tout, et malgré leurs reculs ultérieurs, contre l'intervention en Hongrie et n'ont pas hésité à leur congrès à affirmer encore une fois que les événements aussi bien de Pologne que de Hongrie de 1956 « ont porté de lourds coups aux forces socialistes » de par le monde (discours de Tito au congrès). Ce qui est naturellement inacceptable par le Kremlin. Considérer la position de la Yougoslavie au moment des événements de Hongrie « comme une contribution positive à la cause du socialisme », ainsi que l'a affirmé au 7^e Congrès un membre du Comité Central du Parti communiste yougoslave, est pour l'Humanité (28 avril 1958) — et le Kremlin — franchement « scandaleux ».

Le même journal avoue cependant que les Yougoslaves ont bien admis « le caractère défensif du Pacte de Varsovie », et qu'ils « appuient les initiatives de paix prises par l'Union soviétique et les autres pays socialistes au cours de ces derniers mois », tout en condamnant « les plus récentes manifestations de la « politique de force » des pays occidentaux ».

Il faudrait même citer à ce propos in extenso l'amendement introduit au projet initial de programme, amendement adopté par le congrès: « Le Parti communiste yougoslave considère que le pacte de Varsovie et les entreprises similaires des pays socialistes constituent une réaction de défense naturelle à la création du pacte atlantique et particulièrement à l'armement de l'Allemagne, ainsi qu'à la création d'organisations militaires en Europe occidentale. »

Du coup, justification de l'alliance militaire des Etats ouvriers, condamnation du pacte atlantique et de l'OTAN. Que restait-il alors à critiquer dans l'attitude des Yougoslaves? Selon l'Humanité (28 avril

1958), porte-parole de la mentalité stalinienne, le fait que les Yougoslaves « se réservent le droit de critiquer indifféremment, selon les circonstances, certains aspects de la politique suivie par les pays socialistes ou par les pays capitalistes. » (Souligné par nous).

Ce droit de libre critique, y compris envers les pays « socialistes », devrait être assuré à tout parti authentiquement marxiste révolutionnaire, même dans le cas où les pays dits « socialistes » seraient gouvernés non pas par une caste bureaucratique mais par de véritables gouvernements ouvriers. La véritable critique à faire aux Yougoslaves dans ce domaine ne concerne pas le droit du parti de critiquer les gouvernements, y compris son propre gou-

vernement. Elle devrait concerner la position théorique des Yougoslaves relative à la nature sociale du capitalisme et de l'impérialisme par rapport à celle des Etats ouvriers.

Le « capitalisme d'Etat ».

Il est vrai que les Yougoslaves estompent la différence de nature de classe entre les Etats capitalistes et les Etats dits ouvriers, car ils sont encore prisonniers de leurs positions opportunistes et confusionnistes du passé, des années 1950, quand ils étaient amenés à embellir en quelque sorte le capitalisme, et même l'impérialisme américain, et à entacher davantage de noir le tableau de l'U.R.S.S. dominée par Staline.

C'est à cette époque qu'ils ont mis en avant, pour justifier la politique de rapprochement de l'Etat yougoslave avec l'impérialisme, les théories d'un « capitalisme d'Etat » aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Ce « capitalisme d'Etat » à l'Ouest faisait évoluer objectivement et insensiblement le capitalisme vers le socialisme. Le même « capitalisme d'Etat », à l'Est — en U.R.S.S. en particulier — faisait assimiler cette dernière à un Etat ayant une politique impérialiste en l'occurrence plus « agressive » que celle de l'Ouest.

Les Yougoslaves, dans leur programme actuel, reprennent la théorie de l'évolution graduelle du capitalisme en « capitalisme d'Etat », antichambre du socialisme.

Théoriquement, c'est cette conception qui est la plus vulnérable de tout leur programme, qui est effectivement la plus révisionniste, et dont les implications se font naturellement sentir dans tous les domaines. Voyons-la de plus près:

« Le système capitaliste, affirme le programme, dans sa forme classique devient de plus en plus une forme du passé ». Le rôle de l'intervention étatique change qualitativement le régime. « Dans certains domaines d'activité, les cercles monopoleurs dirigeants perdent constamment leur rôle antérieur de complète indépendance, tandis que certaines fonctions des monopoles sont constamment transférées à l'Etat ». Objectivement la société capitaliste contemporaine s'approche du socialisme et « par conséquent à de nouvelles victoires politiques du prolétariat ».

De cette dernière affirmation, la véracité de la première partie ne conduit pas du tout nécessairement à celle de la seconde partie également. C'est une vérité marxiste élémentaire, affirmée depuis